

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2000 — 1413

[C — 2000/27243]

26 MAI 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 5 avril 1995 et du 4 décembre 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 1999 fixant la répartition des compétences entre Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1999 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 mai 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, §1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose d'assurer sans délai la continuité du fonctionnement des Cabinets ministériels du Gouvernement wallon;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Section 1ère. — *Attributions*

Article 1^{er}. Les attributions des Cabinets des Ministres sont fixées comme suit : les affaires susceptibles d'influencer la politique générale du Gouvernement ou les travaux parlementaires, les recherches et les études propres à faciliter le travail personnel des Ministres, la présentation des dossiers de l'administration, éventuellement le secrétariat du Ministre, la réception et l'ouverture de son courrier personnel, sa correspondance particulière, les demandes d'audience, la revue de presse.

Au moins une fois par mois, il y aura concertation entre le Cabinet ministériel et les fonctionnaires de haut rang de l'administration concernant la préparation et l'exécution de la politique à mener.

Section 2. — *Composition*

Art. 2. § 1^{er}. Le Cabinet d'un Ministre ne peut comporter que dix membres de niveau 1, à savoir :

- un chef de cabinet;
- deux chefs de cabinet adjoints;
- quatre conseillers;
- trois attachés.

Un secrétaire de cabinet peut être désigné parmi ceux-ci.

Le Cabinet d'un Vice-Président peut comporter un chef de cabinet, un conseiller et deux attachés supplémentaires.

Le Cabinet du Ministre-Président peut comporter un chef de cabinet, deux chefs de cabinet adjoints, deux conseillers et deux attachés supplémentaires.

§ 2. La répartition des fonctions fixées au § 1^{er} ne peut être modifiée que moyennant l'accord du Ministre-Président, sans que le nombre maximum de membres puisse être dépassé.

Art. 3. § 1^{er}. Le nombre d'agents d'exécution et de membres du personnel auxiliaire (téléphoniste, concierge, ouvrier) est limité à 40 pour un Ministre, 54 pour un Vice-Président, 68 pour le Ministre-Président, parmi lesquels un maximum respectivement de 5, 7 et 8 chauffeurs.

§ 2. De plus, lorsque l'entretien des locaux du Cabinet n'est pas confié à une firme privée, des agents chargés du nettoyage peuvent être recrutés à raison de maximum un par dix locaux et au plus 6 équivalents temps plein, dans les limites budgétaires allouées au Cabinet.

§ 3. Le nombre d'agents d'exécution bénéficiant d'une allocation de cabinet tenant lieu de traitement dans une échelle barémique dans le niveau 2 + est limité à dix pour cent du nombre maximum d'agents d'exécution et de membres de personnel auxiliaire.

§ 4. Un membre du personnel peut être employé au domicile privé du Ministre.

Art. 4. Un secrétaire particulier et un comptable extraordinaire peuvent être désignés dans le personnel visé à l'article 2, § 1^{er} alinéa 1 ou dans celui visé à l'article 3, § 1^{er}.

Art. 5. Dans les limites des crédits budgétaires de chaque Cabinet, il peut y avoir en-dehors du cadre autorisé, un maximum de douze hommes - mois, par an répartis sur un ou plusieurs experts.

Ce nombre est porté à 16 hommes - mois, par an pour les Vice-Présidents et à 20 hommes - mois, par an pour le Ministre-Président.

Il ne peut être dérogé à ces nombres sauf accord du Ministre-Président.

Art. 6. § 1^{er} Les membres du personnel des Services du Gouvernement et plus généralement de tout service public, appelés à être détachés à temps plein dans un Cabinet, ne peuvent rester en fonction dans leur emploi, ni continuer à en exercer, même à temps partiel, les attributions.

§ 2. En cas d'absence pour raison médicale de plus de trente jours d'un membre ou d'un agent du Cabinet, le Gouvernement wallon ou le Ministre concerné peut pourvoir à son remplacement pour la durée de son absence.

Art. 7. § 1^{er}. Il est créé une cellule permanente dénommée « Secrétariat du Gouvernement », qui fonctionne de manière autonome des Cabinets ministériels et est placée sous l'autorité du Gouvernement. Le Ministre-Président en assure la gestion journalière.

§ 2. Le Secrétariat du Gouvernement est composé de 11 membres, dont :

- le Secrétaire du Gouvernement avec rang de Chef de Cabinet;
- 2 conseillers;
- 8 agents d'exécution, dont 3 peuvent bénéficier d'une échelle barémique dans le niveau 2+.

Les membres du Secrétariat du Gouvernement sont désignés par le Ministre-Président.

§ 3. Les missions essentielles du Secrétariat du Gouvernement sont les suivantes :

- le secrétariat du Gouvernement;
- la préparation des réunions du Gouvernement, notamment l'élaboration de l'ordre du jour et la diffusion des documents;
- la transmission des notifications définitives;
- la transmission des décisions du Gouvernement vis-à-vis :
 - * du Parlement wallon;
 - * des Cabinets régionaux et de l'administration;
 - * des autres niveaux de pouvoir, y compris l'Etat fédéral;
- l'organisation du protocole et des relations publiques du Gouvernement;
- la diffusion des décisions du Gouvernement.

Art. 8. Le service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets, est placé sous l'autorité du Gouvernement wallon. Le Ministre-Président en assure la gestion journalière. Ce service est composé de 12 membres désignés par le Gouvernement, étant :

- deux conseillers;
- un expert;
- neuf agents d'exécution.

Le service visé à l'alinéa précédent est chargé de :

- l'administration salariale des traitements, allocations et indemnités des membres du personnel des Cabinets;
- l'archivage des dossiers du personnel des Cabinets ministériels;
- la tenue de la documentation relative à la réglementation en matière de gestion administrative et pécuniaire des membres du personnel des Cabinets ministériels;
- toute autre mission en rapport avec les Cabinets ministériels lui confiée par le Gouvernement wallon.

Art. 9. Le Gouvernement met à la disposition de chaque membre du Gouvernement sortant de charge et n'exerçant plus de fonctions ministérielles un conseiller et un agent d'exécution pour une période de cinq ans prenant cours à la date de sa démission.

Section 3. — *Nominations et fonctionnement*

Art. 10. Le chef de cabinet est nommé par le Gouvernement. Les autres membres du Cabinet sont nommés par le Ministre concerné.

Art. 11. Le chef de cabinet communique les instructions et les ordres de service du Ministre ainsi que les dossiers qui concernent tout le Ministère au secrétaire général; il en est de même des dossiers qui relèvent des attributions des divisions placées sous son autorité directe.

Les dossiers relatifs à des affaires propres à certains services sont transmis directement au directeur général ou au fonctionnaire compétent.

A l'exception du secrétaire de cabinet pour l'exercice de ses compétences fonctionnelles, les membres et agents du Cabinet ne peuvent traiter avec l'administration que par l'intermédiaire du chef de cabinet ou avec son autorisation.

Section 4. — *Allocations et indemnités*

Art. 12. Sans préjudice de l'article 13, il est alloué aux membres des Cabinets qui ne font pas partie du personnel des Services du Gouvernement, ou plus généralement de tout service public, une allocation de cabinet tenant lieu de traitement fixée dans les échelles ci-après, applicables au personnel des ministères :

- échelle A2 : chef de cabinet;
- échelle A3 : chef de Cabinet adjoint;
- échelle A4 : conseiller et secrétaire de cabinet;
- échelle A5 ou A6 : attaché, secrétaire particulier et comptable extraordinaire désignés au sein du personnel visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Les agents d'exécution des Cabinets, ainsi que les membres du personnel auxiliaire et le personnel de nettoyage, qui ne font pas partie du personnel des Services du Gouvernement ou de tout autre service public, bénéficient d'une allocation de cabinet tenant lieu de traitement fixée dans les limites du traitement minimum et du traitement maximum de l'échelle attachée, en régime organique, au grade du personnel des Services du Gouvernement correspondant à la fonction exercée, augmentée d'un supplément d'allocation qui ne peut dépasser 96.089 francs.

Il ne peut être fait application de l'échelle spéciale, éventuellement prévue en régime transitoire, pour le personnel des Services du Gouvernement.

Le secrétaire particulier désigné parmi les agents d'exécution bénéficie d'un supplément d'allocation de cabinet qui ne peut dépasser 178.451 F.

Le comptable extraordinaire désigné parmi les agents d'exécution bénéficie d'un supplément d'allocation de Cabinet qui ne peut dépasser 137.270 F.

Par dérogation motivée, le Ministre-Président peut augmenter ces allocations dans les limites des moyens budgétaires octroyés à cet effet.

Art. 13. Il est accordé aux membres du personnel des Services du Gouvernement détachés dans les Cabinets une allocation de cabinet qui ne peut dépasser les taux annuels suivants :

- chef de cabinet : 343.175 F;
 - chef de cabinet adjoint : 260.813 F;
 - conseiller : 233.359 F;
 - attaché: 137.270 F;
 - secrétaire de Cabinet : 233.359 F;
 - secrétaire particulier du Ministre : 178.451 F;
 - comptable extraordinaire : 137.270 F.
- Agent d'exécution, personnel auxiliaire et agent chargé du nettoyage : 96.089 F

Par dérogation motivée, le Ministre-Président peut augmenter ces allocations dans les limites des moyens budgétaires octroyés à cet effet.

Art. 14. La rémunération ainsi que les chèques-repas des fonctionnaires et des agents contractuels détachés des Services du Gouvernement restent à charge de ceux-ci.

Les agents contractuels des Services du Gouvernement conservent leur rémunération augmentée de l'allocation de Cabinet au même titre que les agents statutaires.

Art. 15. § 1^{er}. La situation pécuniaire des membres et agents de cabinet qui, sans faire partie des Services du Gouvernement, appartiennent toutefois à un Ministère, à un service de l'Etat, à un autre service public, à une entreprise publique visée dans la loi du 21 mars 1991, à un organisme d'intérêt public, à un établissement d'utilité publique visé dans la loi du 27 juin 1921, à une personne morale de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1° lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de cabinet prévue à l'article 13; lorsque l'employeur réclame le traitement, le Ministre intéressé rembourse au service d'origine la rétribution du membre ou de l'agent de cabinet, l'allocation de pécule de vacances, la prime de fin d'année et toute autre allocation et indemnité calculées conformément aux dispositions applicables au membre ou à l'agent du Cabinet dans son organisme d'origine, majorées, le cas échéant, des charges patronales;

2° lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de cabinet tenant lieu de traitement prévue à l'article 12.

Cette allocation ne peut toutefois dépasser ni être inférieure à la rétribution, au sens large, majorée de l'allocation que l'intéressé obtiendrait au cas où les dispositions citées sous 1° lui seraient applicables.

§ 2. Le nombre d'agents ou de membres de cabinet dont le traitement reste à la charge d'un organisme d'intérêt public, d'un établissement d'utilité publique ou d'une personne morale de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, qui relèvent des compétences de la Région wallonne, est limité à trois pour un Ministre, quatre pour un Vice-Président et cinq pour le Ministre-Président.

Art. 16. Les membres du Cabinet qui conservent leur rémunération d'origine, remboursée ou non, ne peuvent bénéficier d'aucun autre complément de rémunération que l'allocation de cabinet.

Art. 17. Il est accordé aux chauffeurs des Cabinets des Ministres :

- 1° une allocation forfaitaire mensuelle de 10.981 F;
- 2° une indemnité forfaitaire d'un montant maximum de 99.970 F par an;
- 3° une indemnité forfaitaire mensuelle, pour tenue vestimentaire soignée, de 2.000 F.

L'allocation forfaitaire mensuelle peut être portée à 19.217 F pour le chauffeur personnel du Ministre, le supplément de 8.236 F couvrant le surcroît de prestations extraordinaires auquel donnent lieu les déplacements du Ministre. Le Ministre peut, d'après les prestations accomplies, modifier l'attribution de ce supplément et en opérer la répartition entre plusieurs chauffeurs du Cabinet.

L'allocation forfaitaire mensuelle peut être portée à 15.099 F au maximum pour le chauffeur du Chef de Cabinet.

Le supplément d'allocation et l'allocation de cabinet prévus aux articles 12 et 13 du présent arrêté ne leur sont pas applicables.

Art. 18. Sans préjudice de l'article 16, les membres et agents des Cabinets bénéficient des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de la prime de fin d'année et de toute autre allocation aux taux et aux conditions prévues pour le personnel des Services du Gouvernement.

Section 5. — Dispositions générales relatives aux allocations et indemnités

Art. 19. Les indemnités et allocations prévues aux articles 12, 13, et 17 sont payées mensuellement à terme échu. L'indemnité ou l'allocation du mois est égale à 1/12 du montant annuel.

Lorsque l'indemnité ou l'allocation du mois n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire des agents de la Région.

Art. 20. Les indemnités et allocations prévues aux articles 12, 13, 17, 18 et 21 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison des prix à la consommation : à cet effet, elles sont rattachées à l'indice 138.01.

Section 6. — *Frais divers, utilisation de voiture*

Art. 21. § 1^{er}. En vue de l'octroi des indemnités pour frais de séjour, et en matière de frais de parcours, l'assimilation des membres et agents des cabinets aux grades de la hiérarchie administrative est établie comme suit : le chef de cabinet est assimilé aux fonctionnaires des rangs A2 à A1; le chef de cabinet adjoint est assimilé aux fonctionnaires de rang A3; les conseillers, le secrétaire de cabinet, le secrétaire particulier et les attachés aux fonctionnaires des rangs A5 à A4; le personnel affecté aux travaux d'exécution, le personnel auxiliaire et les agents chargés du nettoyage au personnel des Services du Gouvernement exerçant des fonctions correspondantes. Cette assimilation ne peut avoir pour effet de ranger dans une catégorie inférieure à celle correspondant à leur grade, les membres et agents des Cabinets visés aux articles 13, 14 et 15 du présent arrêté.

§ 2. Les articles 1^{er} à 9 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours sont applicables *mutadis mutandis* aux membres et agents des Cabinets.

§ 3. L'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des Services du Gouvernement est applicable *mutadis mutandis* aux membres et agents des Cabinets.

Une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de séjour peut être octroyée au personnel des Cabinets, en remplacement des chèques-repas. Le montant de l'indemnité est fixé comme suit :

- chef de cabinet, chef de cabinet adjoint : 73.114 F;
- conseiller et secrétaire de cabinet : 63.978 F;
- attaché et secrétaire particulier : 54.841 F;
- personnel d'exécution : 36.561 F.

L'indemnité est due par mois à terme échu et peut être proratisée en cas de prestation à temps partiel.

L'indemnité n'est accordée que lorsque la fonction à laquelle elle est attachée est, au cours d'un même mois, exercée pendant une durée de plus de cinq jours.

L'indemnité est maintenue pendant les absences ne dépassant pas, au cours d'un même mois, cinq jours.

Lorsque l'indemnité n'est pas due pour un mois entier, elle est liquidée prorata temporis à raison de 1/30^e du montant mensuel par jour.

§ 4. Les membres du personnel des services publics qui font partie d'un Cabinet ministériel et qui ont leur domicile et leur résidence administrative en dehors du lieu d'implantation du Cabinet peuvent bénéficier d'un abonnement sur un moyen de transport en commun ou, par dérogation, de sa contre-valeur financière moyennant, dans ce dernier cas, une autorisation particulière, délivrée par le Ministre concerné et mentionnant les motifs de la dérogation. La durée de l'abonnement est limitée à un mois et doit être prorogée de mois en mois. La classe de l'abonnement est déterminée par le grade dont l'agent est revêtu au Cabinet. Cette mesure ne peut avoir pour effet de le ranger dans une classe d'abonnement inférieure à celle dont il bénéficie dans son administration d'origine.

§ 5. Dans les limites fixées par les dispositions de l'arrêté royal du 18 novembre 1991 réglant l'intervention de l'Etat et de certains organismes d'intérêt public dans les frais de transport des membres du personnel, les membres du personnel des Cabinets ministériels peuvent, par dérogation, bénéficier d'une contre-valeur financière équivalente à l'intervention de l'employeur dans les frais de transport en commun entre le domicile et le lieu de travail moyennant, dans ce cas, une autorisation particulière délivrée par le Ministre concerné et mentionnant les motifs de la dérogation. Cette contre-valeur financière est limitée à un mois et doit être prorogée de mois en mois.

§ 6. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux chauffeurs, à l'exception de l'octroi de l'indemnité pour frais de séjour au personnel d'exécution allouée en remplacement des chèques-repas.

Art. 22. Le chef de cabinet est autorisé à utiliser sa voiture personnelle pour ses déplacements de service dans les conditions prévues pour les secrétaires généraux par l'article 16 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Les autres membres des Cabinets peuvent être autorisés à utiliser leur voiture personnelle dans les conditions prévues dans le même arrêté pour les fonctionnaires auxquels ils sont assimilés par le présent article. Ils sont dispensés de la tenue du livret de courses.

Le chef de cabinet excepté, le total des autorisations d'utiliser une voiture personnelle ne peut dépasser 30.000 km par an et par Cabinet et 6.000 km par an et par bénéficiaire. Un supplément de 30.000 km par an est attribué au Cabinet disposant d'un deuxième chef de cabinet. Un supplément de 10.000 km par an est en outre attribué au Cabinet du Ministre-Président du Gouvernement.

Art. 23. § 1^{er}. Les frais de téléphone et de télécopie du Ministre sont pris en charge par le budget du Cabinet, sur la base de pièces justificatives.

§ 2. Les frais d'abonnement de téléphone peuvent être remboursés intégralement :

- au chef de cabinet;
- au responsable de la presse;
- au secrétaire de cabinet;
- au secrétaire particulier;
- au chauffeur du Ministre;
- au chauffeur du chef de cabinet.

§ 3. Les frais de communications téléphoniques et de télécopie faites pour le service peuvent être remboursés aux personnes visées au § 2. Dans ce cas, les déclarations de créance doivent être visées par le Ministre concerné.

Toute dérogation requiert l'autorisation préalable du Ministre-Président.

Section 7. — *Indemnités de départ*

Art. 24. § 1^{er}. Le Ministre peut accorder suivant les conditions reprises ci-après une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont occupé une fonction dans un Cabinet et qui ne bénéficient d'aucun revenu professionnel ou de remplacement ou d'une pension de retraite. Une pension de survie ou le minimum de moyens d'existence accordé par un centre public d'aide sociale ne sont pas considérés comme revenu de remplacement.

En ce qui concerne les Chefs de Cabinet, l'indemnité de départ peut être octroyée par le Gouvernement.

§ 2.1. Cette allocation forfaitaire comprend :

- un mois d'allocation de cabinet pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois;
- deux mois d'allocation de cabinet pour une période d'activité ininterrompue de six mois à un an;
- trois mois d'allocation de cabinet pour une période d'activité ininterrompue d'un an à dix-huit mois;
- quatre mois d'allocation de cabinet pour une période d'activité ininterrompue de dix-huit mois à deux ans;
- maximum cinq mois d'allocation de cabinet pour une période d'activité ininterrompue de deux ans et plus.

§ 2.2. Entre en ligne de compte pour la détermination de la période d'activité ininterrompue visée au § 2.1. du présent arrêté, le temps passé dans un Cabinet ministériel autre que celui dont dépend le membre du personnel, pour autant qu'il n'y ait pas eu interruption des activités entre la fin et le début des fonctions au sein d'un Cabinet ministériel.

§ 2.3. L'ordonnateur primaire ou son délégué est tenu de fournir, sans délai, au Service permanent d'Assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets tous les éléments nécessaires relatifs au calcul de l'allocation forfaitaire de départ pour chaque bénéficiaire.

§ 3. L'allocation de départ est octroyée par mensualités. La condition d'attribution est l'introduction chaque mois par l'intéressé d'une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que, pour la période concernée, il n'a exercé aucune activité professionnelle, ou qu'il se trouve, après avoir fait valoir ses droits, dans l'une des conditions prévues au § 4.

§ 4. En dérogation au § 1^{er}, le Ministre peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont exercé des fonctions dans un Cabinet et qui soit, sont titulaires exclusivement d'une ou de plusieurs fonctions partielles dans un service relevant d'un pouvoir législatif, un service public ou dans un établissement d'enseignement subventionné ou d'une ou plusieurs pensions à charge du Trésor, se rapportant à une ou plusieurs carrières incomplètes, soit, bénéficient d'allocations de chômage ou d'indemnités légales de maladie-invalidité. L'allocation de départ est alors fixée conformément au § 2.1. et est diminuée, après pondération, de la somme totale qui est due à l'intéressé pour la période correspondante en rétribution de fonctions incomplètes ou à titre de pension selon que le montant de l'allocation forfaitaire de départ se rapporte à l'exercice d'une prestation à temps plein ou à temps partiel et de toute manière des revenus procurés par une allocation de chômage ou d'indemnités légales de maladie-invalidité.

§ 5. Le supplément d'allocation visé au second alinéa de l'article 12 du présent arrêté et les allocations et indemnités prévues aux articles 13, 17, 18 et 21 du présent arrêté ainsi que les ressources qui, suivant les dispositions au Code des impôts sur les revenus 1992 n'interviennent pas pour la détermination du nombre de personnes à charge, ne sont pas pris en considération pour la détermination de l'allocation forfaitaire de départ. Il n'est dû aucune allocation de départ aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur propre gré.

Art. 25. Les dossiers individuels des membres du personnel quittant les Cabinets sont transférés au Service d'Assistance en matière administrative et pécuniaire, visé par l'article 8 du présent arrêté, lequel est chargé d'en assurer la gestion administrative et pécuniaire.

Par dossier individuel, il faut entendre tous les documents relatifs aux actes pris en exécution de la gestion administrative et pécuniaire du membre de cabinet.

Section 8. — *Plafond global des rémunérations*

Art. 26. Le Gouvernement détermine par Cabinet le plafond global des rémunérations et allocations afférentes aux membres et agents de Cabinet.

Section 9. — *Titres honorifiques*

Art. 27. Le chef de Cabinet peut être autorisé, par arrêté du Gouvernement, à porter le titre honorifique de ses fonctions à condition de les avoir exercées durant deux années au moins.

Pour le calcul des deux années, le Gouvernement peut tenir compte de la durée des prestations que le chef de cabinet a effectuées auprès du Gouvernement fédéral ou du Gouvernement de la Communauté française à la condition qu'il n'y ait pas de rupture de continuité.

Section 10. — *Fin de Cabinet*

Art. 28. § 1^{er}. A l'occasion d'un changement de législature ou d'un remaniement ministériel, dans le souci d'assurer une passation de pouvoirs harmonieuse, une cellule composée comme suit pourra être maintenue en service dans chacun des cabinets ministériels jusqu'à la remise de l'inventaire et la reddition des comptes (1 mois maximum) :

- le secrétaire de cabinet ou l'ordonnateur délégué
- le comptable extraordinaire
- un membre du personnel d'exécution
- un chauffeur.

§ 2. Il est précisé que :

— l'ordonnateur délégué garde ses prérogatives pour toutes les dépenses engagées antérieurement à la modification ministérielle;

— un véhicule de cabinet reste affecté à cette cellule;

— les arrêtés de fin de détachement des membres de la cellule précitée, y compris l'octroi d'allocations forfaitaires de départ, seront signés par le Ministre entrant;

— la démission des autres membres du Cabinet interviendra, au plus tard, au moment de la prestation de serment du nouveau Membre ou des nouveaux Membres du Gouvernement, à l'intervention du Ministre sortant de charge;

— comme leurs collègues statutaires et suivant les mêmes règles que celles retenues pour les agents statutaires, les agents contractuels des Services du Gouvernement, affectés dans les Cabinets, bénéficieront également d'un congé de fin de Cabinet de maximum 15 jours ouvrables, octroyé par leur Ministre fonctionnel sur sollicitation du Ministre sortant.

Section 11. — *Contrôle*

Art. 29. Le Secrétariat du Gouvernement est chargé du contrôle de la composition des Cabinets ministériels. Les Cabinets concernés enverront une copie conforme de chaque arrêté dûment datée concernant les membres de leur personnel au Service permanent d'Assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets (SePAC), chargé de requérir le visa du Secrétaire du Gouvernement. Celui-ci visera et estampillera les arrêtés et les retournera au SePAC qui, seulement après réception des arrêtés visés, pourra procéder à la liquidation des rémunérations.

Section 12. — *Dispositions finales*

Art. 30. L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 1997 modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981 concernant les Cabinets des Ministres, Membres de l'Exécutif régional wallon, l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981 concernant les Cabinets des Ministres, Membres de l'Exécutif régional wallon et l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1999 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon sont abrogés.

Art. 31. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juin 2000.

Art. 32. Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 26 mai 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
J.-M. SEVERIN

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2000 — 1413

[C — 2000/27243]

**26. MAI 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung
über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993, vom 16. Juli 1993, vom 5. April 1995 und vom 4. Dezember 1996;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 bezüglich der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 1999 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 1999 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des am 25. Mai 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Unerlässlichkeit, die Kontinuität der Tätigkeiten der ministeriellen Kabinette der Wallonischen Regierung sicherzustellen;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten,

Beschließt:

Abschnitt I — *Zuständigkeiten*

Artikel 1 - Die Zuständigkeiten der Kabinette der Minister werden folgendermaßen festgelegt: die Angelegenheiten, welche die allgemeine Politik der Regierung oder die parlamentarischen Arbeiten beeinflussen können, die Untersuchungen und Studien, durch welche die persönliche Arbeit der Minister erleichtert werden kann, das Vorlegen der Verwaltungsakten, eventuell das Sekretariat des Ministers, der Empfang und das Öffnen seiner privaten Post, seine besondere Korrespondenz, Anträge auf Audienz, Presseschau.

Mindestens einmal im Monat findet eine Konzertierung zwischen dem ministeriellen Kabinett und den hohen Beamten der Verwaltung statt, was die Vorbereitung und Durchführung der politischen Richtlinien betrifft.

Abschnitt II — *Zusammensetzung*

Art. 2 - § 1. Das Kabinett eines Ministers kann sich lediglich aus zehn Mitgliedern der Stufe 1 zusammensetzen, und zwar:

- einem Kabinettschef;
- zwei beigeordneten Kabinettschefs;
- vier Beratern;
- drei Attachés.

Ein Kabinettssekretär kann unter ihnen bezeichnet werden.

Das Kabinett eines Vize-Präsidenten kann sich aus einem zusätzlichen Kabinettschef, einem zusätzlichen Berater und zwei zusätzlichen Attachés zusammensetzen.

Das Kabinett des Minister-Präsidenten kann sich aus einem zusätzlichen Kabinettschef, zwei zusätzlichen beigeordneten Kabinettschefs, zwei zusätzlichen Beratern und zwei zusätzlichen Attachés zusammensetzen.

§ 2. Die Aufteilung der in Paragraph 1 festgelegten Ämter kann lediglich mit dem Einverständnis des Minister-Präsidenten geändert werden, ohne dass die höchstzulässige Anzahl der Mitglieder überschritten werden darf.

Art. 3 - § 1. Die Anzahl der ausführenden Bediensteten und der Mitglieder des Hilfspersonals (Telefonist, Hausmeister, Arbeiter und Wartungspersonal) wird auf 40 für einen Minister, 54 für einen Vize-Präsidenten, 68 für den Minister-Präsidenten beschränkt, wobei unter ihnen jeweils höchstens 5, 7 und 8 Fahrer zugelassen sind.

§ 2. Wenn die Unterhaltung der Räume des Kabinetts nicht einer Privatfirma anvertraut ist, können außerdem mit der Reinigung beauftragte Bedienstete angeworben werden. Die Anzahl dieser Bediensteten beträgt höchstens eine Person für jeweils zehn Räume, und wird insgesamt auf sechs Vollzeiteinheiten beschränkt, wobei die dem Kabinett zugeteilten Haushaltsmittel einzuhalten sind.

§ 3. Die Anzahl der ausführenden Bediensteten, die eine das Gehalt in der Gehaltstabelle der Stufe 2+ ersetzende Kabinettszuwendung beziehen, wird auf zehn Prozent der höchstzulässigen Anzahl der ausführenden Bediensteten und Mitglieder des Hilfspersonals beschränkt.

§ 4. Ein Personalmitglied kann in dem privaten Wohnsitz des Ministers angestellt werden.

Art. 4 - Ein Privatsekretär und ein außerordentlicher Rechnungsführer können unter dem in Artikel 2, § 1, Absatz 1 erwähnten Personal oder unter demjenigen, das in Artikel 3, § 1 erwähnt ist, bezeichnet werden.

Art. 5 - Im Rahmen der Haushaltsmittel eines jeden Kabinetts können außerhalb des zugelassenen Rahmens höchstens zwölf, auf einen oder mehrere Sachverständige verteilte Monatspersonen pro Jahr beschäftigt werden.

Für die Vize-Präsidenten wird die Zahl der Monatspersonen pro Jahr auf 16 und für den Minister-Präsidenten auf 20 Monatspersonen pro Jahr erhöht.

Von diesen Zahlen kann nur mit dem Einverständnis des Minister-Präsidenten werden.

Art. 6 - § 1. Die Personalmitglieder der Dienststellen der Regierung und generell einer jeden öffentlichen Dienststelle, die dazu aufgerufen werden, einem Kabinett anzugehören, können weder an ihrem Arbeitsplatz im Amt bleiben, noch weiterhin in dessen Zuständigkeiten diensttuend sein, sei es auch als Teilzeitbeschäftigung.

§ 2. Im Falle einer Abwesenheit wegen Krankheit eines Mitglieds oder eines Bediensteten des Kabinetts, die mehr als dreißig Tage dauert, ist die Wallonische Regierung oder der betroffene Minister berechtigt, ihn für die Dauer der Abwesenheit zu ersetzen.

Art. 7 - § 1. Eine «Sekretariat der Regierung» genannte, ständige Zelle wird gegründet, die unabhängig von den ministeriellen Kabinetten arbeitet und unter die Aufsicht der Regierung gestellt wird. Der Minister-Vorsitzende nimmt ihre tägliche Verwaltung wahr.

§ 2. Das Sekretariat der Regierung besteht aus 11 Mitgliedern, von denen:

- der Sekretär der Regierung mit dem Dienstrang eines Kabinettschefs;
- 2 Berater;
- 8 ausführende Bedienstete, von denen drei auf eine Gehaltstabelle der Stufe 2+ Anspruch nehmen können.

Die Mitglieder des Sekretariats der Regierung werden vom Minister-Vorsitzenden bezeichnet.

§ 3. Die wesentlichen Aufgaben des Sekretariats der Regierung sind die folgenden:

- * das Sekretariat der Regierung;
- * die Vorbereitung der Versammlungen der Regierung, insbesondere die Aufstellung der Tagesordnung und die Verbreitung der Dokumente;
- * die Übermittlung der endgültigen Notifizierungen;
- * die Übermittlung der Beschlüsse der Regierung an:
 - das Wallonische Parlament;
 - die regionalen Kabinette und die Verwaltung;
 - die anderen Ebenen der Machtausübung, einschließlich des Föderalstaats;
- * die Organisation des Protokolls und der Öffentlichkeitsarbeit der Regierung;
- * die Verbreitung der Beschlüsse der Regierung.

Art. 8 - Die ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten wird der Wallonischen Regierung unterstellt. Der Minister-Vorsitzende sorgt für ihre tägliche Verwaltung. Diese Dienststelle besteht aus 12 Mitgliedern:

- zwei Berater;
- ein Sachverständiger;
- 9 Ausführungspersonalmitglieder.

Die im vorigen Absatz erwähnte Dienststelle wird mit dem Folgenden beauftragt:

- die finanzielle Verwaltung der Gehälter, Zulagen und Vergütungen der Personalmitglieder der Kabinette;
- die Archivierung der Akten des Personals der Kabinette;
- die Führung einer Dokumentation über die Regelungen im Bereich der administrativen und finanziellen Verwaltung der Personalmitglieder der ministeriellen Kabinette;
- jede andere ihr von der Wallonischen Regierung anvertraute Aufgabe im Zusammenhang mit den ministeriellen Kabinetten.

Art. 9 - Die Regierung stellt jedem aus dem Amt scheidenden Regierungsmitglied, das kein ministerielles Amt mehr ausübt, für einen Zeitraum von fünf Jahren ab dem Datum seiner Amtsniederlegung einen Berater und einen ausführenden Bediensteten zur Verfügung.

Abschnitt III — Ernennungen und Arbeitsweise

Art. 10 - Der Kabinettschef wird von der Regierung ernannt. Die anderen Kabinettsmitglieder werden von dem betreffenden Minister ernannt.

Art. 11 - Der Kabinettschef übermittelt dem Generalsekretär die Vorschriften und Dienstanweisungen des Ministers, sowie die Akten bezüglich des gesamten Ministeriums; dies gilt ebenfalls für die Akten, die unter die Zuständigkeiten der Abteilungen fallen, die unter seiner direkten Aufsicht stehen.

Die Akten über spezifische Angelegenheiten bestimmter Dienststellen werden unmittelbar dem Generaldirektor oder dem zuständigen Beamten übermittelt.

Die Kabinettsmitglieder und -bediensteten können lediglich über den Kabinettschef oder mit dessen Genehmigung mit der Verwaltung verhandeln, mit Ausnahme des Kabinettssekretärs, was die Ausübung der Zuständigkeiten seines Amtes betrifft.

Abschnitt IV — Zuwendungen und Vergütungen

Art. 12 - Unbeschadet des Artikels 13 wird den Kabinettsmitgliedern, die nicht dem Personal der Dienststellen der Regierung, oder generell einer öffentlichen Dienststelle angehören, anstelle eines Gehalts eine Kabinettszuwendung gewährt, die nach der folgenden, auf das Personal der Ministerien anwendbaren Gehaltsstufe festgelegt wird:

- Stufe A2: Kabinettschef,
- Stufe A3: beigeordneter Kabinettschef,
- Stufe A4: Berater und Kabinettssekretär,
- Stufe A5 oder A6: Attaché, Privatsekretär und außerordentlicher Rechnungsführer, die unter dem in Artikel 2, § 1, Absatz 1 erwähnten Personal bezeichnet sind.

Die Kabinettsbediensteten mit ausführender Tätigkeit, sowie das Hilfs- und Unterhaltungspersonal, die nicht den Dienststellen der Regierung oder nicht irgend einem anderen öffentlichen Dienst angehören, beziehen anstelle eines Gehalts eine Kabinettszuwendung, die innerhalb der Grenzen der organischen Grundregeln dem der ausgeübten Tätigkeit entsprechenden Dienstgrad des Personals der Dienststellen der Regierung entspricht; die Kabinettszuwendung wird um eine Zuwendungszulage erhöht, die 96.089 BEF nicht überschreiten darf.

Für das Personal der Dienststellen der Regierung darf die Sondergehaltsstufe, die eventuell in der Übergangsregelung vorgesehen ist, nicht angewandt werden.

Der unter den ausführenden Bediensteten bezeichnete Privatsekretär hat Anspruch auf eine Kabinettszuwendungszulage, die 178.451 BEF nicht überschreiten kann.

Der unter den ausführenden Bediensteten bezeichnete außerordentliche Rechnungsführer hat Anspruch auf eine Kabinettszuwendungszulage, die 137.270 BEF nicht überschreiten kann.

Durch begründete Abweichung ist der Minister-Vorsitzende berechtigt, diese Zuwendungen im Rahmen der zu diesem Zweck erteilten Haushaltsmittel zu erhöhen.

Art. 13 - Den Personalmitgliedern der Dienststellen der Regierung, die vorübergehend in einem Kabinett beschäftigt werden, wird eine Kabinettszuwendung gewährt, die folgende Jahressätze nicht überschreiten darf:

- | | |
|---|--|
| — Kabinettschef: 343.175 BEF; | — Kabinettssekretär: 233.359 BEF; |
| — beigeordneter Kabinettschef: 260.813 BEF; | — Privatsekretär des Ministers: 178.451 BEF; |
| — Berater: 233.359 BEF; | — Außerordentlicher |
| — Attaché: 137.270 BEF; | — Rechnungsführer: 137.270 BEF. |
| — Ausführungspersonal, Hilfs- und Reinigungspersonal: 96.089 BEF. | |

Durch begründete Abweichung ist der Minister-Vorsitzende berechtigt, diese Zuwendungen im Rahmen der zu diesem Zweck erteilten Haushaltsmittel zu erhöhen.

Art. 14 - Das Gehalt sowie die Essengutscheine der Beamten und Vertragsbediensteten der Dienststellen der Regierung gehen weiterhin zu Lasten der letzteren.

Die Vertragsbediensteten der Dienststellen der Regierung beziehen weiterhin ihr Gehalt, dem wie für die statutarischen Personalmitglieder lediglich die Kabinettszuwendung hinzugerechnet wird.

Art. 15. § 1. Die finanzielle Stellung der Kabinettsmitglieder und -bediensteten, die, ohne den Dienststellen der Regierung anzugehören, dennoch einem Ministerium, einem Staatsdienst, einer anderen öffentlichen Einrichtung, einem in dem Gesetz vom 21. März 1991 erwähnten öffentlichen Unternehmen, einer Einrichtung öffentlichen Interesses, einer in dem Gesetz vom 27. Juni 1921 erwähnten gemeinnützigen Einrichtung, einer auf der Grundlage des Artikels 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen errichteten juristischen Person öffentlichen Rechts oder einer Einrichtung des subventionierten Unterrichtswesens angehören, wird folgendermaßen geregelt:

1° falls der Arbeitgeber in die weitere Auszahlung des Gehalts einwilligt, bezieht der Betroffene die in Artikel 13 vorgesehene Kabinettszuwendung; falls der Arbeitgeber das Gehalt einfordert, zahlt der betroffene Minister der ursprünglichen Dienststelle das Gehalt des Kabinettsmitglieds oder -bediensteten, das Urlaubsgeld, die Jahresendzulage und jegliche weitere Zuwendung und Vergütung zurück, die gemäß den auf das Kabinettsmitglied oder den Kabinettsbediensteten innerhalb seiner ursprünglichen Einrichtung anwendbaren Bestimmungen berechnet und gegebenenfalls um die Arbeitgeberlasten erhöht werden;

2° wenn der Arbeitgeber die Zahlung des Gehalts einstellt, bezieht der Betroffene die in Artikel 12 anstelle eines Gehalts vorgesehene Kabinettszuwendung.

Diese Zuwendung darf jedoch nicht höher oder niedriger liegen als das Gehalt im weiteren Sinne, das um die Zuwendung erhöht wird, die der Betroffene erhalten könnte, wenn die in Punkt 1° erwähnten Bestimmungen auf ihn Anwendung finden würden.

§ 2. Die Anzahl der Kabinettsbediensteten oder -mitglieder, deren Gehalt weiterhin zu Lasten einer auf der Grundlage des Artikels 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen gegründeten Einrichtung öffentlichen Interesses, einer gemeinnützigen Einrichtung oder einer juristischen Person öffentlichen Rechts geht und die unter die Zuständigkeiten der Wallonischen Regierung fallen, wird auf drei für einen Minister, vier für einen Vize-Präsidenten und fünf für einen Minister-Präsidenten beschränkt.

Art. 16 - Die Kabinettsmitglieder, die weiterhin ihr ursprüngliches Gehalt beziehen, ob es nun zurückerstattet wird oder nicht, können kein anderes Gehalt als die Kabinettszuwendung beziehen.

Art. 17 - Den Fahrern der Ministerkabinette wird Folgendes gewährt:

1° eine monatliche Pauschalzuwendung von 10.981 BEF,

2° eine Pauschalvergütung von einem Höchstbetrag von 99.970 BEF pro Jahr;

3° eine monatliche Pauschalzuwendung für gepflegte Kleidung: 2.000 BEF.

Für den persönlichen Fahrer des Ministers kann die monatliche Pauschalzuwendung auf 19.217 BEF festgelegt werden, wobei der zusätzliche Betrag in Höhe von 8.236 BEF die zusätzlichen außergewöhnlichen Dienstleistungen deckt, zu denen die Dienstfahrten des Ministers Anlass geben. Letzterer kann je nach den ausgeführten Dienstleistungen die Vergabe dieser Zulage ändern und sie unter die verschiedenen Fahrer des Kabinetts verteilen.

Für den Fahrer des Kabinettschefs kann die monatliche Pauschalzuwendung auf höchstens 15.099 BEF erhöht werden.

Die in den Artikeln 12 und 13 des vorliegenden Erlasses vorgesehene Zuwendungszulage und Kabinettszuwendung sind nicht auf sie anwendbar.

Art. 18 - Unbeschadet des Artikels 16 erhalten die Kabinettsmitglieder und -bediensteten Kinderzulagen, Geburtszulagen, Haushalts- oder Wohnsitzzulagen, Urlaubsgeld, Jahresendzulagen und jegliche weitere Zulage zu den Sätzen und unter den Bedingungen, die für das Personal der Dienststellen der Regierung vorgesehen sind.

Abschnitt V — *Allgemeine Bestimmungen bezüglich der Zuwendungen und Vergütungen*

Art. 19 - Die in den Artikeln 12, 13 und 17 vorgesehenen Vergütungen und Zuwendungen werden jeden Monat nachträglich ausgezahlt. Die monatliche Vergütung oder Zuwendung entspricht 1/12 des Jahresbetrags.

Wenn die monatliche Vergütung oder Zuwendung nicht vollständig zu zahlen ist, wird sie gemäß der von dem Gehaltsstatus der Bediensteten der Region vorgesehenen Regelung in Dreißigsteln ausgezahlt.

Art. 20 - Die in den Artikeln 12, 13, 17, 18 und 21 vorgesehenen Vergütungen und Zuwendungen sind gemäß den durch das Gesetz vom 2. August 1971 zur Regelung der Verbindung mit dem Index der Verbraucherpreise festgelegten Bestimmungen an die Schwankungen des Index der Verbraucherpreise gebunden: zu diesem Zweck werden sie an den Index 138,01 gebunden.

Abschnitt VI — *Verschiedene Kosten, Fahrzeugbenutzung*

Art. 21 - § 1. Im Hinblick auf die Gewährung der Vergütungen für die Aufenthaltskosten und in Sachen Fahrtkosten wird die Gleichstellung der Kabinettsmitglieder und -bediensteten mit den Dienstgraden der Verwaltungshierarchie wie folgt vorgenommen: der Kabinettschef wird mit den Beamten der Ränge A2 und A1 gleichgestellt; der beigeordnete Kabinettschef wird den Beamten des Rangs A3 gleichgestellt; die Berater, der Kabinettssekretär, der Privatsekretär und die Attachés den Beamten der Ränge A5 bis A4; das Ausführungspersonal, das Hilfs- und Reinigungspersonal dem Personal der Dienststellen der Regierung, das entsprechende Ämter ausübt. Diese Gleichstellung darf nicht zur Folge haben, dass die in Artikel 13, 14 und 15 des vorliegenden Erlasses erwähnten Kabinettsmitglieder und -bediensteten einer Kategorie angeordnet werden, die unter der ihrem Grad entsprechenden Kategorie liegt.

§ 2. Die Artikel 1 bis 9 des Königlichen Erlasses vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung in Sachen Fahrtkosten sind mutatis mutandis auf die Kabinettsmitglieder und -bediensteten anwendbar.

§ 3. Der Königliche Erlass vom 24. Dezember 1964 zur Festlegung der Vergütungen für Aufenthaltskosten der Personalmitglieder der Dienststellen der Regierung ist mutatis mutandis auf die Kabinettsmitglieder und -bediensteten anwendbar.

Eine jährliche Pauschalvergütung für Aufenthaltskosten kann dem Personal der Kabinette gewährt werden. Der Betrag der Vergütung wird folgendermaßen festgelegt:

- Kabinettschef, beigeordneter Kabinettschef: 73.114 BEF
- Berater und Kabinettssekretär: 63.978 BEF
- Attaché und Privatsekretär: 54.841 BEF
- Ausführungspersonal: 36.561 BEF

Die Vergütung wird pro Monat nachträglich ausgezahlt und darf im Falle einer Teilzeitdienstleistung nicht quotisiert werden.

Die Vergütung wird lediglich dann gewährt, wenn das Amt, mit dem sie verbunden ist, während einer Dauer von mehr als fünf aufeinanderfolgenden Tagen im Laufe des gleichen Monats ausgeübt wird.

Die Vergütung wird während den Abwesenheitsperioden erhalten, wenn diese im Laufe eines selben Monats fünf aufeinanderfolgende Tage nicht überschreiten.

Wenn die Vergütung nicht für einen vollen Monat auszuzahlen ist, wird sie prorata temporis zu 1/30 des monatlichen Betrags pro Tag ausgezahlt.

§ 4. Die Personalmitglieder der öffentlichen Dienststellen, die einem ministeriellen Kabinett angehören und deren Wohn- und Amtssitz sich außerhalb des Standorts des Kabinetts befindet, können ein Abonnement für ein öffentliches Transportmittel oder ausnahmsweise den finanziellen Gegenwert erhalten, im letztgenannten Fall nach einer von dem betreffenden Minister ausgestellten Sondergenehmigung, in der die Gründe der Abweichung angegeben werden. Die Dauer des Abonnements wird auf einen Monat beschränkt und ist jeden Monat zu verlängern. Die Klasse des Abonnements wird durch den Dienstgrad bestimmt, mit dem der Bedienstete in seiner ursprünglichen Verwaltung bekleidet ist, und zwar gemäß den in dieser Verwaltung diesbezüglich anwendbaren Bestimmungen. Diese Maßnahme darf nicht zur Folge haben, dass das Abonnement in eine Klasse eingestuft wird, die niedriger ist als diejenige, auf die der Bedienstete in seiner ursprünglichen Dienststelle Anspruch hatte.

§ 5. Im Rahmen der durch die Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 18. November 1991 zur Regelung der Beteiligung des Staates und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses an den Fahrtkosten der Personalmitglieder festgelegten Grenzen, können die Personalmitglieder der ministeriellen Kabinette ausnahmsweise einen finanziellen Gegenwert erhalten, welcher der Beteiligung des Arbeitgebers an den Fahrtkosten für die öffentlichen Verkehrsmittel zwischen dem Wohnsitz und dem Arbeitsplatz entspricht, und zwar in diesem Fall nach einer von dem betreffenden Minister ausgestellten Sondergenehmigung, in der die Gründe der Abweichung angegeben werden. Dieser finanzielle Gegenwert wird auf einen Monat beschränkt und ist jeden Monat zu verlängern.

§ 6. Die Bestimmungen des vorliegenden Artikels finden keine Anwendung auf die Fahrer, mit Ausnahme der Gewährung der Vergütung für Aufenthaltskosten zugunsten des Ausführungspersonals, die anstelle der Essengutscheine gewährt wird.

Art. 22 - Der Kabinettschef ist befugt, unter den durch den Artikel 16 des Königlichen Erlasses vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung in Sachen Fahrtkosten für die Generalsekretäre vorgesehenen Bedingungen seinen eigenen Personenkraftwagen für seine Dienstfahrten zu benutzen.

Den anderen Kabinettsmitgliedern kann die Genehmigung erteilt werden, unter den in demselben Erlass für die Beamten, denen sie durch den vorliegenden Erlass gleichgestellt werden, vorgesehenen Bedingungen ihren eigenen Personenkraftwagen zu benutzen. Sie sind von der Führung des Fahrtenbuchs dispensiert.

Mit Ausnahme des Kabinettschefs dürfen die gesamten Genehmigungen zur Benutzung eines eigenen Personenkraftwagens 30.000 km pro Jahr und pro Kabinett und 6.000 km pro Jahr und pro Berechtigten nicht überschreiten. Dem Kabinett, das über einen zweiten Kabinettschef verfügt, werden 30.000 zusätzliche km zugeteilt. Dem Kabinett des Minister-Präsidenten der Regierung werden außerdem 10.000 zusätzliche km zugeteilt.

Art. 23 - § 1. Die Telefon- und Telefaxkosten des Ministers gehen auf Grund von Belegen zu Lasten des Kabinettschaushalts.

§ 2. Die Anschlussgebühren für Telefon können folgenden Personen vollständig zurückerstattet werden:

- dem Kabinettschef,
- dem Presseleiter,
- dem Kabinettssekretär,
- dem Privatsekretär,
- dem Fahrer des Ministers,
- dem Fahrer des Kabinettschefs.

§ 3. Die Kosten für die für den Dienst ausgeführten Telefonate und Fernkopien können den in § 2 erwähnten Personen zurückerstattet werden. In diesem Fall müssen die Forderungsanmeldungen von dem betreffenden Minister mit einem Sichtvermerk versehen werden.

Jegliche Ausnahme erfordert die vorherige Genehmigung des Minister-Präsidenten.

Abschnitt VII — Abgangsentschädigungen

Art. 24 - § 1. Der Minister kann den Personen, die ein Amt in einem Kabinett ausgeübt haben und kein berufliches Einkommen oder Ersatzeinkommen oder keine Ruhestandspension erhalten, entsprechend den nachstehenden Bedingungen eine pauschale Abgangszuwendung gewähren. Eine Überlebenspension oder das von einem öffentlichen Sozialhilfezentrum gewährte Existenzminimum werden nicht als Ersatzeinkommen betrachtet.

Was die Kabinettschefs betrifft, kann eine Abgangsentschädigung durch die Regierung gewährt werden.

§ 2.1. Diese pauschale Abgangszuwendung enthält:

- einen Monat Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von drei bis sechs Monaten;
- zwei Monate Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von sechs Monaten bis ein Jahr;
- drei Monate Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von einem Jahr bis achtzehn Monaten;
- vier Monate Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von achtzehn Monaten bis zwei Jahre;
- höchstens fünf Monate Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von mehr als zwei Jahren.

§ 2.2. Für die Feststellung der in § 2.1 des vorliegenden Erlasses erwähnten ununterbrochenen Tätigkeitsperiode wird die Dienstzeit berücksichtigt, die in einem anderen ministeriellen Kabinett verbracht wurde, als dem Kabinett, dem das Personalmitglied angehört, insofern die Tätigkeiten zwischen dem Ende und dem Antritt des Amtes innerhalb des ministeriellen Kabinetts nicht unterbrochen wurden.

§ 2.3. Der erste Anweisungsbefugte oder dessen Beauftragter ist verpflichtet, der ständigen Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten unverzüglich alle erforderlichen Elemente bezüglich der Berechnung der pauschalen Abgangszuwendung für jeden Empfänger zu übermitteln.

§ 3. Die Abgangszuwendung wird in Monatsraten gewährt. Die Bedingung für deren Gewährung besteht in der monatlichen Einreichung durch den Betroffenen einer ehrenwörtlichen Erklärung, aus der hervorgeht, dass er für die betreffende Periode keine berufliche Tätigkeit ausgeübt hat oder er sich in einer der in § 4 vorgesehenen Lagen befindet.

§ 4. In Abweichung von § 1 kann der Minister denjenigen Personen eine pauschale Abgangszuwendung gewähren, die Ämter in einem Kabinett ausgeübt haben und die entweder ausschließlich Inhaber eines bzw. mehrerer Teilzeitämter in einer gesetzgebenden Gewalt, einem öffentlichen Dienst oder einer Einrichtung des subventionierten Unterrichtswesens oder Inhaber einer bzw. mehrerer mit einer oder mehreren unvollständigen Laufbahnenverbundenen Renten zu Lasten der Staatskasse sind, oder Arbeitslosenunterstützung beziehen. In diesen Fällen wird die Abgangszuwendung gemäß dem § 2.1 festgelegt und nach Gewichtung um den Gesamtbetrag verringert, der dem Betroffenen für die entsprechende Periode entweder als Vergütung für die Ausübung eines Teilzeitamtes oder als Rente oder Arbeitslosenunterstützung zu zahlen ist, je nachdem die Abgangszuwendung die Ausübung einer Vollzeit- oder Teildienstleistung betrifft. Auf jeden Fall wird die Abgangszuwendung um die Einkünfte, die auf einer Arbeitslosenunterstützung oder einer gesetzlichen Vergütung aus der Versicherung gegen Krankheit und Invalidität beruhen, verringert.

§ 5. Die in dem zweiten Absatz des Artikels 12 des vorliegenden Erlasses erwähnte Zuwendungszulage und die in den Artikeln 13, 17, 18 und 21 vorgesehenen Zuwendungen und Vergütungen, sowie die laut der Bestimmungen des Einkommenssteuergesetzbuches 1992 für die Bestimmung der Anzahl der Unterhaltsberechtigten nicht in Betracht gezogenen Einnahmen werden für die Festlegung der pauschalen Abgangszuwendungen nicht berücksichtigt. Den Personen, die freiwillig aus dem Amt treten, wird keine Abgangszuwendung gewährt.

Art. 25 - Die Personalakten der Personalmitglieder, welche die Kabinette verlassen, werden der in Artikel 8 des vorliegenden Erlasses erwähnten Dienststelle für administrative und finanzielle Hilfeleistungen zugunsten der Kabinette übergeben, die mit deren administrativen und finanziellen Verwaltung beauftragt werden. Unter Personalakte versteht man die gesamten Unterlagen betreffend die in Ausführung der Verwaltungs- und Besoldungsverwaltung des Kabinettsmitglieds vorgenommenen Handlungen.

Abschnitt VIII — *Globaler Höchstbetrag der Gehälter*

Art. 26 - Die Regierung bestimmt für jedes Kabinett den globalen Höchstbetrag der den Kabinettsmitgliedern und -bediensteten gebührenden Gehälter und Zuwendungen.

Abschnitt IX — *Ehrentitel*

Art. 27 - Der Kabinettschef kann durch Erlass der Regierung genehmigt werden, den Ehrentitel seines Amtes zu tragen, unter der Voraussetzung, dass er dieses Amt wenigstens zwei Jahre ausgeübt hat.

Für die Berechnung der zwei Jahre kann die Regierung die Dauer der Dienstleistungen berücksichtigen, die der Kabinettschef bei der föderalen Regierung oder bei der Regierung der französischen Gemeinschaft erbracht hat, unter der Voraussetzung, dass die Kontinuität nicht unterbrochen worden ist.

Abschnitt X — *Ende des Kabinetts*

Art. 28 - § 1. Nach Ablauf einer Legislaturperiode oder bei einer ministeriellen Umbildung kann zur Gewährleistung einer harmonischen Übertragung der Befugnisse eine Zelle mit folgender Zusammensetzung in einem jeden ministeriellen Kabinett bis zu der Übergabe des Inventars und der Rechnungslegung (höchstens 1 Monat) im Dienst erhalten werden:

der Kabinettssekretär oder der delegierte Anweisungsbefugte

der außerordentliche Rechnungsführer

ein Mitglied des Ausführungspersonals

ein Fahrer.

§ 2. Es wird darauf hingewiesen, dass:

— der delegierte Anweisungsbefugte seine Vorrechte für die gesamten Ausgaben, die vor der ministeriellen Abänderung für Verpflichtungen festgelegt wurden, bewahrt;

— ein Kabinettsfahrzeug dieser Zelle vorbehalten bleibt;

— die Erlasse zur Beendigung der Abordnung der Mitglieder der vorgenannten Zelle, einschließlich der Gewährung von Pauschalabgangszuwendungen, durch den antretenden Minister unterzeichnet werden;

— der Rücktritt der anderen Kabinettsmitglieder spätestens am Zeitpunkt der Eidesleistung des neuen Mitglieds oder der neuen Mitglieder der Regierung durch Vermittlung des ausscheidenden Ministers stattfindet;

— die den Kabinetten zugewiesenen Vertragsbediensteten der Dienststellen der Regierung, wie ihre statutarischen Kollegen und nach denselben Regeln, die für die statutarischen Bediensteten festgelegt sind, ebenfalls Anspruch auf einen Urlaub für Kabinettsende von höchstens 15 Werktagen haben, der durch den von der Funktion her zuständigen Minister auf Antrag des ausscheidenden Ministers gewährt wird.

Abschnitt XI — *Kontrolle*

Art. 29 - Das Sekretariat der Regierung wird mit der Kontrolle der Zusammensetzung der ministeriellen Kabinette beauftragt. Die betroffenen Kabinette richten eine gleichlautende und ordnungsgemäß datierte Abschrift eines jeden Erlasses, der die Personalmitglieder dieser Kabinette betrifft, an die ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten (SePAC), die damit beauftragt ist, den Sichtvermerk des Sekretariats der Regierung zu beantragen. Dieses versieht die verabschiedeten Erlasse mit einem Sichtvermerk, datiert und stempelt sie und sendet sie an die SePAC zurück, die lediglich nach Erhalt der mit einem Sichtvermerk versehenen Erlasse die Auszahlung der Gehälter durchführen kann.

Abschnitt XI — *Schlussbestimmungen*

Art. 30 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. November 1997 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Dezember 1981 betreffend die Kabinette derjenigen Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind, der Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Dezember 1981 betreffend die Kabinette derjenigen Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind, und der Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 1999 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung werden außer Kraft gesetzt.

Art. 31 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Juni 2000 wirksam.

Art. 32 - Die Minister werden, jeder in seinem Bereich, mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. Mai 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
J.-M. SEVERIN

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2000 — 1413

[C — 2000/27243]

**26 MEI 2000. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1998, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 5 april 1995 en 4 december 1996;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 1999 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 1999 tot regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 mei 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de ministeriële Kabinetten van de Waalse Regering zo spoedig mogelijk moeten kunnen werken;

Op de voordracht van de Minister-President,

Besluit :

Afdeling 1. — Bevoegdheden

Artikel 1. De bevoegdheden van de kabinetten van de Ministers worden als volgt vastgelegd : de aangelegenheden die het algemeen Regeringsbeleid of de parlementaire werkzaamheden kunnen beïnvloeden, de onderzoeken en studies die de persoonlijke taak van de Ministers helpen verlichten, het overleggen van de dossiers van de administratie, eventueel het secretariaat van de Minister, het in ontvangst nemen en openen van de voor hem bestemde post, zijn persoonlijke briefwisseling, de audiëntieverzoeken, het persoverzicht.

Het ministerieel kabinet en de opperamtenaren van het bestuur plegen minstens één keer per maand beleidsvoorbereidend en -uitvoerend overleg.

Afdeling 2. — *Samenstelling*

Art. 2. § 1. Het kabinet van een Minister mag niet meer dan tien leden van niveau 1 tellen, met name :

- een kabinetschef;
- twee adjunct-kabinetschefs;
- vier adviseurs;
- drie attachés.

Onder hen kan een kabinetssecretaris aangewezen worden.

Het kabinet van een Vice-President mag bestaan uit een kabinetschef, een adviseur en twee bijkomende attachés.

Het kabinet van de Minister-President mag bestaan uit een kabinetschef, twee adjunct-kabinetschefs, twee adviseurs en twee bijkomende attachés.

§ 2. De verdeling van de in § 1 vastgestelde functies kan slechts met het akkoord van de Minister-President gewijzigd worden en het maximaal aantal leden mag daarbij niet overschreden worden.

Art. 3. § 1. Het aantal leden van het uitvoerings- en hulppersoneel (telefonist(e), conciërge, arbeiders) is beperkt tot 40 per Minister, 54 per Vice-President, 68 voor de Minister-President, en tot respectievelijk maximum 5, 7 en 8 autobestuurders.

§ 2. Bovendien, als geen particuliere firma belast is met het onderhoud van de lokalen van het Kabinet, kunnen ambtenaren daartoe worden aangeworven met maximum één voor tien lokalen en hoogstens 6 voltijdse equivalenten binnen de perken van de begrotingskredieten van het Kabinet.

§ 3. Het aantal leden van het uitvoeringpersoneel dat een als wedde geldende kabinetstoelage geniet in een weddeschaal van niveau 2+, wordt beperkt tot tien percent van het maximum aantal leden van het uitvoerings- en hulppersoneel.

§ 4. Een lid van het personeel kan in dienst worden genomen in de privé-woning van de Minister.

Art. 4. Een privé-secretaris en een buitengewoon boekhouder kunnen aangewezen worden onder de in artikel 2, § 1, eerste lid of in artikel 3, § 1 bedoelde personeelsleden.

Art. 5. Binnen de perken van de begrotingskredieten van elk Kabinet mogen buiten de toegestane personeelsformatie maximum twaalf man/maand per jaar verdeeld worden over één of meer experts.

Dit aantal wordt verhoogd tot 16 man/maand per jaar voor de Vice-Presidenten en tot 20 man/maand per jaar voor de Minister-President.

Van deze aantallen mag niet afgeweken worden, behoudens akkoord van de Minister-President.

Art. 6. § 1. De personeelsleden van de Regeringsdiensten en, meer algemeen, van elke openbare dienst, die aangewezen worden om voltijds gedetacheerd te zijn in een kabinet, mogen noch hun betrekking blijven bekleden, noch de desbetreffende bevoegdheden blijven uitoefenen, zelfs niet in deeltijds verband.

§ 2. In geval van afwezigheid om medische reden van meer dan dertig dagen van een kabinetslid of –personeelslid, kan de Waalse Regering of de bevoegde Minister voorzien in zijn vervanging tijdens de duur van zijn afwezigheid.

Art. 7. § 1. Er wordt een permanente cel, hiernavolgend "Secretariaat van de Regering", opgericht, die onafhankelijk van de ministeriële Kabinetten werkt en onder het gezag van de Regering staat. De Minister-President zorgt voor het dagelijks beheer ervan.

§ 2. Het Secretariaat van de Regering bestaat uit 11 leden, namelijk :

- de Secretaris van de Regering die de rang van Kabinetschef heeft,
- 2 adviseurs,
- 8 uitvoerende personeelsleden onder wie 3 een weddeschaal van niveau 2+ genieten.

De leden van het Secretariaat van de Regering worden door de Minister-President aangesteld.

§ 3. De belangrijkste opdrachten van het Secretariaat van de Regering zijn de volgende :

- het secretariaat van de Regering;
- de voorbereiding van de vergaderingen van de Regering, inzonderheid het opstellen van de agenda en de verspreiding van de documenten;
- de voorbereiding van de definitieve mededelingen;
- de overbrenging van de beslissingen van de Regering naar :
 - het Waalse Parlement;
 - de gewestelijke Kabinetten en het bestuur;
 - andere overheidsniveaus, federale Staat inbegrepen;
 - de organisatie van het protocol en van de public relations van de Regering;
 - de bekendmaking van de beslissingen van de Regering.

Art. 8. De vaste hulpdienst voor de administratieve en geldelijke aangelegenheden van de Kabinetten staat onder het toezicht van de Waalse Regering. De Minister-President is belast met het dagelijks beheer ervan. De dienst bestaat uit twaalf leden die door de Regering aangewezen worden, met name :

- twee adviseurs;
- één deskundige;
- negen uitvoerende personeelsleden.

De in het vorige lid bedoelde dienst is belast met :

- het geldelijk beheer van de wedden, uitkeringen en vergoedingen van de personeelsleden van de Kabinetten;
- het archiveren van de dossiers van de personeelsleden van de ministeriële Kabinetten;
- het bijhouden van de documentatie betreffende de reglementering van het administratieve en geldelijke beheer van de personeelsleden van de ministeriële Kabinetten;
- elke andere opdracht i.v.m. de ministeriële Kabinetten die hem door de Waalse Regering wordt toegewezen.

Art. 9. De Regering stelt elk uittredend Regeringslid dat geen ministeriële functies meer uitoefent, gedurende vijf jaar, te rekenen van de datum van zijn ontslag, een adviseur en een uitvoerend personeelslid ter beschikking.

Afdeling 3. — Benoemingen en werking

Art. 10. De kabinetschef wordt door de Regering benoemd. De andere kabinetsleden worden door de bevoegde Minister benoemd.

Art. 11. De kabinetschef maakt de instructies en de dienstorders van de Minister, alsmede de dossiers met betrekking tot het gezamenlijke Ministerie over aan de secretaris-generaal. Hij handelt op dezelfde wijze voor de dossiers die onder de bevoegdheid vallen van de afdelingen die onder zijn rechtstreeks gezag staan.

De dossiers betreffende aangelegenheden eigen aan bepaalde diensten worden rechtstreeks overgemaakt aan de directeur-generaal of aan de bevoegde ambtenaar.

Afgezien van de kabinetssecretaris in de uitoefening van zijn functionele bevoegdheden, mogen de kabinetsleden en -personeelsleden niet met het bestuur handelen, behalve door toedoen van de kabinetschef of met diens instemming.

Afdeling 4. — Toelagen en vergoedingen

Art. 12. Onverminderd artikel 13 wordt aan de kabinetsleden die geen deel uitmaken van het personeel van de Regeringsdiensten, of, meer algemeen, van elke openbare dienst, een als wedde geldende kabinetstoelage verleend waarvan het bedrag vastligt in de hiernavermelde schalen van toepassing op het personeel van de ministeries :

- kabinetschef : schaal A2,
- adjunct-kabinetschef : schaal A3,
- adviseur en kabinetssecretaris : schaal A4,
- attaché, privé-secretaris en buitengewoon boekhouder die binnen het in artikel 2, § 1, eerste lid bedoelde personeel aangewezen worden : schaal A5 of A6.

De uitvoerende personeelsleden van de Kabinetten alsmede de hulp- en reinigingspersoneelsleden die geen deel uitmaken van het personeel van de Regeringsdiensten of van elke openbare dienst, genieten een als wedde geldende kabinetstoelage binnen de perken van de minimum- en maximumwedde van de schaal die in het organieke stelsel gekoppeld is aan de met het uitgeoefend ambt overeenstemmende graad van het personeel van de Regeringsdiensten, verhoogd met een aanvullende toelage van maximum 96.089 BEF. Het personeel van de Regeringsdiensten komt niet in aanmerking voor de bijzondere weddeschaal waarin eventueel wordt voorzien bij een overgangsregeling.

De onder de uitvoerende personeelsleden aangewezen privé-secretaris komt in aanmerking voor een bijkomende kabinetstoelage van maximum 178.451 BEF.

De onder de uitvoerende personeelsleden aangewezen buitengewoon boekhouder komt in aanmerking voor een bijkomende kabinetstoelage van maximum 137.270 BEF.

Onder voorbehoud van een met redenen omklede afwijking van de Minister-President kunnen die toelagen worden verhoogd binnen de perken van de daartoe toegestane begrotingskredieten.

Art. 13. De bij de kabinetten gedetacheerde personeelsleden van de Regeringsdiensten genieten een kabinetstoelage die onderstaande jaarlijkse bedragen niet te boven mag gaan :

- kabinetschef : 343.175 BEF;
- adjunct-kabinetschef : 260.813 BEF;
- adviseur : 233.359 BEF;
- attaché : 137.270 BEF;
- uitvoerend, hulp- en reinigingspersoneelslid : 96.089 BEF;
- kabinetssecretaris : 233.359 BEF;
- privé-secretaris van de Minister : 178.451 BEF;
- buitengewone boekhouder : 137.270 BEF.

Onder voorbehoud van een met redenen omklede afwijking van de Minister-President kunnen die toelagen worden verhoogd binnen de perken van de daartoe toegestane begrotingskredieten.

Art. 14. De bezoldiging alsook de maaltijdcheques van de gedetacheerde ambtenaren en contractuele personeelsleden van de Regeringsdiensten blijft voor rekening van deze diensten. De contractuele personeelsleden van de Regeringsdiensten bewaren hun bezoldiging verhoogd met de kabinetstoelage zoals de statutaire personeelsleden.

Art. 15. § 1. De bezoldiging van de kabinetsleden en -personeelsleden die zonder deel uit te maken van de Regeringsdiensten evenwel ressorteren onder een Ministerie, een Rijksdienst, een andere openbare dienst, een openbaar bedrijf bedoeld in de wet van 21 maart 1991, een instelling van algemeen belang, een inrichting van openbaar nut bedoeld in de wet van 27 juni 1921, een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen of een gesubsidieerde onderwijsinstelling, wordt geregeld als volgt :

1. indien de werkgever bereid is de wedde te blijven betalen, verkrijgt de betrokkene de in artikel 13 bedoelde kabinetstoelage; indien de werkgever de wedde terugvordert, betaalt de betrokken Minister de wedde van het kabinetlid of -personeelslid terug aan de dienst van herkomst, alsook het vakantiegeld, de eindejaarspremie en elke andere toelage en vergoeding berekend overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op het kabinetlid of -personeelslid in zijn dienst van herkomst, desgevallend verhoogd met de werkgeversbijdragen;

2. indien de werkgever de betaling van de wedde opschort, ontvangt de betrokkene de in artikel 12 bedoelde kabinetstoelage, die als wedde geldt.

Deze toelage mag evenwel niet hoger of lager zijn dan de bezoldiging in ruime zin, verhoogd met de toelage die de betrokkene zou krijgen indien hij onder de sub 1^o vermelde bepalingen zou vallen.

§ 2. Het aantal kabinetsleden of -personeelsleden van wie de bezoldiging voor rekening blijft van een instelling van algemeen belang, een inrichting van openbaar nut of een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, die onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest vallen, wordt beperkt tot drie voor een Minister, vier voor een Vice-President en vijf voor de Minister-President.

Art. 16. De kabinetsleden die hun al dan niet terugbetaalde oorspronkelijke wedde behouden, hebben geen recht op enige andere bijkomende wedde als de kabinetstoelage.

Art. 17. De chauffeurs van de Kabinetten van de Ministers genieten :

1. een maandelijks forfaitaire toelage van 10.981 BEF;
2. een forfaitaire vergoeding van maximum 99.970 BEF per jaar;
3. een maandelijks forfaitaire vergoeding, wegens verzorgde kleding, van 2.000 BEF.

De maandelijks forfaitaire toelage kan worden verhoogd tot 19.217 BEF voor de persoonlijke chauffeur van de Minister, waarbij het supplement van 8.236 BEF de bijkomende uitzonderlijke dienstverstrekingen dekt die te wijten zijn aan de verplaatsingen van de Minister. De Minister kan dat supplement onder verschillende kabinetschauffeurs verdelen, al naar gelang de verstrekte diensten.

De maandelijks forfaitaire toelage kan maximum 15.099 BEF bedragen voor de chauffeur van de Kabinetschef.

De chauffeurs van de ministeriële Kabinetten komen niet in aanmerking voor de bijkomende toelage en de kabinetstoelage bedoeld in artikelen 12 en 13 van dit besluit.

Art. 18. Onverminderd artikel 16 hebben de kabinetsleden en -personeelsleden recht op kinderbijslag, een geboortetoelage, een haard- of standplaatstoelage, het vakantiegeld, een eindejaarspremie en op elke andere toelage tegen het bedrag en onder de voorwaarden die voor het personeel van de Regeringsdiensten gelden.

Afdeling 5. — Algemene bepalingen betreffende de toelagen en vergoedingen

Art. 19. De vergoedingen en toelagen bedoeld in de artikelen 12, 13 en 17 worden aan het einde van elke maand uitbetaald. De maandvergoeding of -toelage is gelijk aan 1/12e van het jaarlijks bedrag.

Wanneer de maandvergoeding of -toelage niet volledig verschuldigd is, wordt zij uitbetaald in dertigsten, overeenkomstig de regel bedoeld in de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van het Gewest.

Art. 20. De in de artikelen 12, 13, 17, 18 en 21 bedoelde vergoedingen en toelagen worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de regels bepaald bij de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel tot koppeling aan het indexcijfer van de consumptieprijzen : zodoende worden ze gekoppeld aan het indexcijfer 138,01.

Afdeling 6. — Diverse kosten, wagengebruik

Art. 21. § 1. De verblijfskosten- en reiskostenvergoedingen van de kabinetsleden en -personeelsleden worden verleend op grond van de volgende gelijkstelling met de graden van de administratieve hiërarchie : de kabinetschef wordt gelijkgesteld met een ambtenaar van rang A2 tot A1; de adjunct-kabinetschef met een ambtenaar van rang A3; de adviseurs, de kabinetssecretaris, de privé-secretaris en de attachés met een ambtenaar van rang A5 tot A4; het uitvoerend personeel, het hulppersoneel en het reinigingspersoneel met het personeel van de Regeringsdiensten dat een gelijkaardige functie uitoefent. Deze gelijkstelling mag niet inhouden dat de in de artikelen 13, 14 en 15 van dit besluit bedoelde kabinetsleden en -personeelsleden ingedeeld worden in een lagere categorie dan die welke overeenstemt met hun graad.

§ 2. De artikelen 1 tot 9 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene reglementering inzake reiskosten zijn *mutatis mutandis* van toepassing op de kabinetsleden en -personeelsleden.

§ 3. Het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries is *mutatis mutandis* van toepassing op de kabinetsleden en -personeelsleden.

Het personeel van de kabinetten kan ter vervanging van de maaltijdcheques een jaarlijkse forfaitaire verblijfskostenvergoeding genieten. Het bedrag van de vergoeding wordt vastgesteld als volgt :

- kabinetschef, adjunct-kabinetschef : 73.114 BEF;
- adviseur en kabinetssecretaris : 63.978 BEF;
- attaché en privé-secretaris : 54.841 BEF;
- uitvoerend personeel : 36.561 BEF.

De vergoeding wordt aan het einde van elke maand betaald en kan worden geproratiséerd in geval van deeltijdse dienstverstreking.

De vergoeding wordt slechts verleend als het ambt waarop ze betrekking heeft, gedurende meer dan vijf dagen wordt uitgeoefend in de loop van dezelfde maand.

De vergoeding wordt gehandhaafd in geval van minder dan vijf dagen afwezigheid in de loop van dezelfde maand.

Als de vergoeding niet voor een volle maand verschuldigd is, wordt ze *prorata temporis* uitbetaald tegen 1/30e van het maandbedrag per dag.

§ 4. De personeelsleden van de openbare diensten die deel uitmaken van een ministerieel Kabinet en van wie de woonplaats en de administratieve verblijfplaats buiten de vestigingsplaats van het Kabinet liggen, hebben recht op een abonnement voor een openbaar vervoermiddel of, afwijkingshalve, op de financiële tegenwaarde daarvan mits, in dit laatste geval, een bijzondere machtiging van de betrokken Minister en mits vermelding van de redenen van de afwijking. Het abonnement loopt één maand en moet maandelijks verlengd worden. De klas van het abonnement wordt bepaald op basis van de graad die het personeelslid bekleedt in het Kabinet. Die maatregel mag niet inhouden dat de personeelsleden ingedeeld worden in een lagere klas dan die welke ze genieten in hun oorspronkelijke bestuur.

§ 5. Binnen de perken bedoeld in de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 november 1991 tot regeling van de tegemoetkoming van de Staat en van sommige instellingen van openbaar nut in de vervoerskosten van de personeelsleden, kunnen de personeelsleden van de ministeriële kabinetten afwijkingshalve aanspraak maken op een financiële tegenwaarde die gelijk is aan de werkgeversbijdrage in de kosten van het openbaar vervoer tussen woon- en werkplaats. In dit laatste geval moeten ze beschikken over een bijzondere machtiging van de bevoegde Minister waarin de redenen van de afwijking opgegeven worden. De financiële tegenwaarde geldt slechts voor één maand en moet maandelijks worden verlengd.

§ 6. De maatregelen van dit artikel zijn niet van toepassing op de chauffeurs met uitzondering van de toekenning van de verblijfskostenvergoeding aan de uitvoerende personeelsleden ter vervanging van maaltijdcheques.

Art. 22. Voor dienstverplaatsingen mag de kabinetschef zijn eigen wagen gebruiken onder de voorwaarden waarin voorzien wordt krachtens artikel 16 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene reglementering inzake reiskosten voor de secretarissen-generaal.

De andere kabinetsleden kunnen ertoe gemachtigd worden hun eigen wagen te gebruiken onder de voorwaarden waarin hetzelfde besluit voorziet voor de ambtenaren met wie zij krachtens dit artikel gelijkgesteld worden. Zij hoeven geen reiswijzer bij te houden.

Behalve wat de kabinetschef betreft, worden de machtigingen tot gebruik van de eigen wagen verleend voor maximum 30.000 km per jaar en per Kabinet en 6.000 km per jaar en per begunstigde. Er wordt een supplement van 10.000 km per jaar toegestaan aan het Kabinet van de Minister-President van de Regering.

Art. 23. § 1. De telefoon- en telefaxkosten van de Minister komen op grond van bewijsstukken ten laste van de begroting van het kabinet.

§ 2. De telefoonabonnementskosten kunnen integraal terugbetaald worden aan :

- de kabinetschef;
- de persverantwoordelijke;
- de kabinetssecretaris;
- de privé-secretaris;
- de chauffeur van de Minister;
- de chauffeur van de kabinetschef.

§ 3. De om dienstredenen gemaakte telefoon- en telefaxkosten kunnen terugbetaald worden aan de in § 2 bedoelde personen. In dit geval moeten de aangiften van schuldvordering door de betrokken Minister geïnviseerd worden.

Elke afwijking vordert de voorafgaande instemming van de Minister-President.

Afdeling 7. — Vertrektoelagen

Art. 24. § 1. De Minister kan onder de hiernavermelde voorwaarden een forfaitaire vertrektoelage verlenen aan personen die een kabinetsfunctie hebben uitgeoefend en geen beroepsinkomen, vervangingsinkomen of rustpensioen genieten. Een overlevingspensioen of het door een Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn gewaarborgd bestaansminimum wordt niet als een vervangingsinkomen beschouwd.

Wat betreft de Kabinetschefs mag de vertrektoelage door de Regering verleend worden.

§ 2.1. Deze forfaitaire toelage belooft :

- één maand kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van drie tot zes maanden;
- twee maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van zes maanden tot één jaar;
- drie maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van één jaar tot achttien maanden;
- vier maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van achttien maanden tot twee jaar;
- maximum vijf maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van twee jaar en meer.

§ 2.2. Voor de berekening van de in § 2.1. van dit besluit bedoelde ononderbroken activiteitsperiodes wordt rekening gehouden met de tijd doorgebracht in een ander ministerieel Kabinet dan dat waarvan het personeelslid deel uitmaakt, voor zover er geen activiteitsonderbreking geweest is tussen het einde en het begin van de functies binnen een ministerieel Kabinet.

§ 2.3. De eerste ordonnateur of zijn afgevaardigde moet de Vaste hulpdienst voor administratieve en geldelijke aangelegenheden van de Kabinetten voor iedere rechthebbende zo spoedig mogelijk de nodige gegevens verstrekken voor de berekening van de forfaitaire vertrektoelage.

§ 3. De vertrektoelage wordt in maandelijkse schijven betaald voor zover de betrokkene maandelijks een verklaring op erewoord indient waaruit blijkt dat hij gedurende de bedoelde periode geen beroepsactiviteit heeft uitgeoefend, of dat hij één van de in § 4 bedoelde voorwaarden vervult nadat hij zijn rechten heeft doen gelden.

§ 4. In afwijking van § 1 kan de Minister een forfaitaire vertrektoelage verlenen aan personen die kabinetsfuncties hebben uitgeoefend en die hetzij uitsluitend één of meer deeltijdse functies vervullen bij een dienst die onder een wetgevende overheid ressorteert, een openbare dienst of een gesubsidieerde onderwijsinstelling of één of meer pensioenen ten laste van de Schatkist genieten die betrekking hebben op één of meer onvolledige loopbanen, hetzij werkloosheidsuitkeringen of wettelijke ziekte-invaliditeitsvergoedingen ontvangen. De vertrektoelage wordt dan vastgesteld overeenkomstig § 2.1. en verminderd, na weging, met de totale som die voor de overeenstemmende periode aan de betrokkene verschuldigd is ter bezoldiging van onvolledige functies of als pensioen naar gelang het bedrag van de forfaitaire vertrektoelage betrekking heeft op de uitoefening van een voltijdse of deeltijdse dienstverstrekking en, in elk geval, met de inkomsten van een werkloosheidsuitkering of met wettelijke ziekte-invaliditeitsvergoedingen.

§ 5. De in het tweede lid van artikel 12 van dit besluit bedoelde extratoelage en de in de artikelen 13, 17, 18 en 21 van dit besluit bedoelde toelagen en vergoedingen, alsmede de middelen waarmee krachtens de bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelasting 1992 geen rekening wordt gehouden voor de bepaling van het aantal personen ten laste, komen niet in aanmerking voor de berekening van de forfaitaire vertrektoelage. De personen die hun ambt uit eigen beweging neerleggen, hebben geen recht op een vertrektoelage.

Art. 25. De individuele dossiers van de personeelsleden die de Kabinetten verlaten, worden overgenomen door de in artikel 8 van dit besluit bedoelde Vaste hulpdienst voor administratieve en geldelijke aangelegenheden, die instaat voor het administratieve en geldelijke beheer daarvan.

Onder individueel dossier dient men alle documenten te verstaan die betrekking hebben op de akten genomen ter uitvoering van het administratieve en geldelijke beheer van de kabinetsleden.

Afdeling 8. — *Maximumbedragen van de bezoldigingen*

Art. 26. De Regering bepaalt de maximumbedragen van de bezoldigingen en toelagen van de kabinetsleden en -personeelsleden per Kabinet.

Afdeling 9. — *Eretitels*

Art. 27. De kabinetschef kan bij besluit van de Regering gemachtigd worden tot het voeren van de eretitel van zijn functies op voorwaarde dat hij ze ten minste twee jaar heeft uitgeoefend.

Voor de berekening van die twee jaar kan de Regering rekening houden met de duur van de functies die de kabinetschef zonder onderbreking heeft uitgeoefend bij de federale Regering of de Regering van de Franse Gemeenschap.

Afdeling 10. — *Kabinetswijziging*

Art. 28. § 1. Aan het einde van een legislatuur of bij een kabinetswijziging, om te zorgen voor een harmonische overdracht van bevoegdheden, zal een cel in dienst worden gehouden in elk ministerieel Kabinet tot de boedelbeschrijving of de aflegging van de rekeningen (maximum één maand). Die cel bestaat uit :

de kabinetssecretaris of de afgevaardigde-ordonnateur;

de buitengewoon boekhouder;

één uitvoerend personeelslid;

één chauffeur.

§ 2. Er wordt vastgesteld dat :

— de afgevaardigde-ordonnateur zijn prerogatieven bewaart voor alle uitgaven die vóór de ministeriële wijziging vastgelegd zijn;

— die afdeling blijft beschikken over een kabinetsvoertuig;

— de besluiten waarbij een einde wordt gemaakt aan de detachering van de leden van voornoemde cel, de toekenning van forfaitaire vertrektoelagen inbegrepen, door de intredende Minister worden ondertekend;

— de andere kabinetsleden uiterlijk bij de eedaflegging van het (de) nieuwe Regeringslid (leden) ontslag zullen nemen door toedoen van de aftredende Minister;

— zoals hun statutaire collega's en overeenkomstig de regels die waargenomen worden voor statutaire personeelsleden, de in de Kabinetten aangestelde contractuele personeelsleden ook een verlof wegens kabinetswijziging van maximum vijftien wekdagen zullen genieten dat toegekend wordt door hun functionele Minister op verzoek van de aftredende Minister.

Afdeling 11. — *Toezicht*

Art. 29. Het Secretariaat van de Regering moet toezicht houden op de samenstelling van de ministeriële Kabinetten. De betrokken Kabinetten moeten een behoorlijk gedagtekend eensluidend afschrift van elk besluit in verband met hun personeelsleden overmaken aan de Vaste hulpdienst voor administratieve en geldelijke aangelegenheden (SePAC), die het visum van de Regeringssecretaris moet vragen. Die laatste viseert en stempelt de besluiten af en zendt ze door naar de SePAC, die de bezoldigingen pas na ontvangst van de geviseerde besluiten zal uitbetalen.

Afdeling 12. — *Slotbepalingen*

Art. 30. Het besluit van de Waalse Regering van 27 november 1997 tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 december 1981 betreffende de Kabinetten van de Ministers, Leden van de Waalse Gewestexecutieve, het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 december 1981 betreffende de Kabinetten van de Ministers, Leden van de Waalse Gewestexecutieve en het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 1999 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering zijn opgeheven.

Art. 31. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 2000.

Art. 32. De Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 mei 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
J.-M. SEVERIN

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA